

rité des coûts — comme des avantages — peuvent être imputés au village plutôt qu’être inscrits dans les budgets nationaux.

La réserve marine de Blongko est minuscule à l’échelle du monde, mais c’est un exemple de réussite extrêmement important dans un pays tel que l’Indonésie, qui compte 20 pour cent des récifs coralliens du monde et la biodiversité marine la plus riche du monde - “la forêt tropicale sous-marine”.

## AFRIQUE

### L’approche participative en milieu villageois : un moyen de lutte efficace contre la pêche à la dynamite

Gratian Luhikula

Bien qu’illégale, la pêche à la dynamite est un problème auquel on ne semble pas avoir trouvé la moindre solution pratique en Tanzanie. Cependant, à la mi-1998, les autorités tanzaniennes ont décidé non seulement de consacrer une partie non négligeable du budget national, mais également de recourir aux forces armées pour lutter contre le problème.

Bien que les opérations de répression soient terminées, les officiers de l’armée continuent de surveiller la situation dans certaines zones. Toutefois, dans le district de Mtwara, les villageois, très attachés à mettre un terme aux opérations de pêche à la dynamite, ont pris le relais de l’armée et contrôlent la situation.

“Ici, à Mtwara, la présence des officiers de l’armée, pas plus que celle de la *Marine Police* (gendarmerie maritime), n’est nécessaire pour surveiller ceux qui pêchent à la dynamite. Les habitants exercent leur plein droit de propriété sur la mer et sur le littoral afin de veiller à ce que les ressources vitales qui leur permettent d’assurer l’essentiel de leur subsistance soient exploitées de manière durable”, a déclaré Fatuma Mikidadi, commissaire du district de Mtwara.

Elle a ajouté non sans fierté que c’était une situation unique, riche en enseignements dans une zone qui avait été autrefois un des “hauts lieux” de la pêche à la dynamite. S’adressant à une mission d’experts en gestion des ressources côtières, qui collabore actuellement avec le *Tanzania Coastal Management Partnership* (TCMP - partenariat tanzanien pour la gestion des ressources côtières) à la formulation d’une politique de gestion des ressources côtières, Mikidadi a fait remarquer que le village côtier de Mtwara s’était engagé à protéger la mer afin de veiller à ce que la pêche à la dynamite soit bannie à jamais des eaux de Mtwara.

Pour tout complément d’information, s’adresser à :

J. Johnnes Tulungen, Proyek Pesisir North Sulawesi, Jl. Wolter Monginsidi No.5 Kleak Lingk. 1/19, Manado, North Sulawesi (Indonésie). Téléphone : 0431841671; télécopieur : 0431841673; mél. : crmp@manado.wasantara.net.id

Source : *InterCoast Network*, hiver 1999

Le TCMP est une initiative conjointe du Conseil national de gestion de l’environnement (*National Environment Management Council* - NEMC), de l’Agence des États-Unis d’Amérique pour le développement international (USAID) et de l’Université du centre des ressources côtières de Rhode Island (URI/CRC). Elle s’inscrit dans le cadre du deuxième objectif stratégique de l’USAID en Tanzanie, qui vise à jeter les bases d’une politique de gestion écologiquement durable des ressources naturelles.

Mikidadi a déclaré devant une mission du TCMP que “la pêche aux explosifs est devenue un dilemme”. Selon elle, “les villageois ont littéralement abandonné toutes leurs méthodes de pêche traditionnelle en faveur de la pêche à la dynamite, facile et très productive. Pour les villageois pauvres, la pêche à la dynamite était une solution immédiate à leurs besoins les plus prioritaires.” La mission du TCMP a effectué une visite sur le terrain à Mtwara et à Lindi pour obtenir des dirigeants locaux et d’autres intervenants qu’ils contribuent à l’élaboration de la politique en la matière.

La pêche à la dynamite se pratiquait de deux façons différentes dans les districts de Mtwara et de Lindi. D’une part, elle était le fait de groupes organisés très actifs de Dar es Salaam, Tanga et Zanzibar, et d’autre part, celui de pêcheurs locaux qui pêchaient à la dynamite dans les eaux proches du littoral. Les groupes organisés venant de l’extérieur se rendaient à Mtwara et Lindi au moyen de bateaux à moteur.

Ils séjournèrent dans la zone pendant deux semaines environ, effectuaient leurs prises, les mettaient sur glace puis rentraient dans leur port d’attache, débarquaient leur cargaison, refaisaient le plein et retournaient sur les lieux pour poursuivre leurs opérations illégales. Non seulement ils utilisaient de la dynamite, mais encore ils en distribuaient à des prix excep-

tionnellement bas à des pêcheurs locaux en échange de la vente de leurs prises.

Motivés par ces affaires lucratives, tous les pêcheurs locaux se sont mis à pêcher à la dynamite. Selon Mikidadi, il ne s'écoulait pas une heure sans qu'on entende une série de déflagrations provenant de la mer et ces opérations se poursuivaient. La situation s'est calmée après l'intervention des forces armées, mais la pêche à la dynamite n'a pas complètement cessé. Elle est devenue tout simplement clandestine, les pêcheurs locaux tirant parti des moyens très modestes des unités chargées de faire appliquer la loi. C'est alors que les responsables du district de Mtwara, en collaboration avec le *Rural Integrated Project Support* (RIPS - soutien du projet rural intégré et Shirikisho la Kuhifadhi Mazingira ya Bahari Kanda ya Kusini (SHIRIKISHO) ont lancé une campagne d'animation socio-éducative et de sensibilisation sur les effets dangereux de la pêche à la dynamite sur l'environnement et les ressources qui y sont associées.

SHIRIKISHO est une association dont l'idée et la création reviennent aux villages côtiers de Mtwara et Lindi. Son but est de promouvoir la participation communautaire à la protection des environnements côtiers et marins. Cette association a été formée essentiellement en raison de la multiplication des opérations de pêche à la dynamite restée sans sanction. Sa devise est Bahari Yetu Hatutaki, ce qui veut dire que les villageois ne veulent pas que quiconque touche à leur océan.

La campagne supplémentaire a été nécessaire car la plupart des pêcheurs continuaient de servir de la dynamite uniquement par appât du gain, sans être conscients des dégâts qu'ils causaient à l'environnement et, dans une certaine mesure, à la santé humaine. La campagne contre le dynamitage devait être une solution durable au problème puisque l'intervention des forces armées n'avait été qu'une mesure temporaire. Elle a été menée selon une stratégie qui consistait à recourir à l'approche participative associant tous les villageois, y compris les responsables du district, du village, les hommes, les femmes et les enfants. Elle a aussi été complète puisqu'elle a concerné tous les villages côtiers et qu'elle a permis la diffusion de connaissances nombreuses et approfondies sur les effets négatifs de la pêche aux explosifs.

En tout, 230 pêcheurs du district de Mtwara ont remis avec 112 kg de TNT, 202 kg de nitrate d'ammonium, 100 détonateurs et 26 amorces. D'autre matériel de dynamitage a été trouvé, abandonné en divers endroits, y compris dans l'arrière-cour du bureau du commissaire de district.

"C'est une expérience unique que je ne suis pas prête d'oublier", a expliqué Mikidadi. "Imaginez

une mère qui accuserait publiquement son fils de pratiquer la pêche à la dynamite, ou une femme, ce qui n'est pas dans les us et coutumes des populations côtières, qui pointerait un doigt accusateur vers son mari déconcerté."

Pour certaines personnes, en particulier des femmes, les séminaires organisés pour sensibiliser les villageois étaient des tribunes qui leur permettaient de condamner la pêche à la dynamite, non pas nécessairement parce que cette pratique entraînait une dégradation de l'environnement, mais en raison des dangers qu'elle représentait pour la santé humaine (celle de leurs maris qui mettaient leur vie en jeu avec les explosifs).

"Les mères et les femmes qui avaient vu leurs hommes à l'agonie après avoir été mutilés par des explosifs ou celles qui voyaient leur voisin réduit à l'état de mendiant après des accidents graves considéraient les séminaires comme des moyens de faire état de leurs "craintes silencieuses" lorsque leurs maris chéris prenaient la mer", a surenchéri le commissaire de district.

Plusieurs personnes, aujourd'hui mutilées après de graves accidents survenus lors de sorties de pêche à la dynamite, dirigent aujourd'hui des groupes de villageois anti-dynamite, notamment Mzee Juma Mussa, blessé à un pied et à un doigt pour avoir mal manipulé de la dynamite, et Issa Salum, qui a perdu un œil et les deux bras.

Ces séminaires avaient fondamentalement pour objet de favoriser la réconciliation, de pardonner, d'oublier le passé et d'ouvrir la voie d'une vie nouvelle. Ils se déroulaient sans force physique dans des conditions qui n'avaient rien de policière, comme c'était le cas lors des opérations de répression menées par les forces armées, qui avaient amené des hommes à fuir leur foyer pendant plusieurs jours.

C'était un processus didactique destiné à habiliter les gens à élaborer leurs propres solutions et à entreprendre les actions souhaitées. Le commissaire du district a ajouté que le résultat extraordinaire auquel ces séminaires sont parvenus, c'est qu'ils ont inculqué aux habitants locaux un sens aigu de la propriété.

*Pour tout complément d'information, s'adresser à :*

Gratian Luhikula, TCMP, Haile Selassie Road, Plot No. 87, P. O. Box 71686, Dar Es Salaam (Tanzanie).  
Téléphone : 255 51 667589; télécopieur : 255 51 668611; mél. : gluhikula@epiq.or.tz

**Source :** *InterCoast Network*, printemps 1999, p. 11.